



Direction générale des outre-mer  
Régiment du service militaire adapté de la Guyane  
Camp de Saint Jean  
97320 Saint Laurent du Maroni



## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

### CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP) TE 2100 – 973 - I – 751



#### MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

En application des articles R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique

#### Maître de l'ouvrage

ETAT – MINISTÈRE DE L'INTERIEUR ET DES OUTRE-MER

#### Conducteur d'opération

DIRECTION TRAVAUX INFRASTRUCTURE DU RSMA-Gy

#### Objet du marché

Saint-Laurent du Maroni (973) – RSMA-Gy – Quartier St Jean –  
Rénovation toiture et mise en place d'une isolation pour la villa 118, avec Financement par Primes de  
Certificats d'Économie d'Énergie

Rédacteur : LTN MONCHAUSSE

# SOMMAIRE

## Contenu

### CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

<b>1. CLAUSES ADMINISTRATIVES</b>	<b>4</b>
<b>1.1</b> Objet du marché et dispositions générales	4
1.1.1    Objet du marché	4
1.1.2    Décomposition en tranches, lots et en sections techniques	4
1.1.3    Contraintes relatives au lieu d'exécution	5
1.1.4    Insertion par l'activité économique et l'emploi	5
1.1.5    Dispositions générales	6
<b>1.2</b> Pièces constitutives du marché	7
<b>1.3</b> Prix – contenu des prix – règlement des comptes	7
1.3.1    Financement par Certificats d'Economie d'Energie (CEE)	7
1.3.2    Prix	8
1.3.3    Avance	8
1.3.4    Règlement	9
<b>1.4</b> Délais et pénalités	9
1.4.1    Notification des délais	9
1.4.2    Date limite de début des travaux et durée du marché	9
1.4.3    Pénalités	9
<b>1.5</b> Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits	10
1.5.1    Provenance des matériaux et produits	10
1.5.2    Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves de matériaux et produits	10
<b>1.6</b> Exécution des prestations	10
1.6.1    Sécurité et hygiène des chantiers	10
1.6.2    Accident du travail	11
1.6.3    Protection de l'environnement	11
<b>1.7</b> Assurances / garanties	11
1.7.1    Assurances	11
<b>1.8</b> Admission	11
1.8.1    Remise de documents	11
1.8.2    Délai d'admission des prestations	11
1.8.3    Réfaction	12

1.9	Arrêt des prestations – résiliation .....	12
1.9.1	Arrêt de l'exécution des prestations .....	12
1.9.2	Résiliation .....	12
1.10	Litiges.....	13
1.11	Déroptions au CCAG TRAVAUX.....	13
2.	CLAUSES TECHNIQUE DU BESOIN.....	14
2.1	Présentation générale.....	14
2.1.1	Indications générales .....	14
2.1.2	Dispositions environnementales .....	14
2.1.3	Remise des plans et documents .....	14
2.2	Descriptif des ouvrages – consistance des travaux.....	15
2.3	Provenance, qualité et préparation des matériaux .....	16
2.3.1	Caractéristiques générales des produits.....	16
2.3.2	Caractéristiques générales des éléments employés pour les couvertures.....	17
2.3.3	Livraison sur chantier .....	17
2.3.4	Couvertures et charpentes .....	17
2.3.5	Isolation .....	17
2.3.6	Couvertures métalliques .....	17
2.3.7	Eaux pluviales .....	18
2.3.8	Crochets de service et ligne de vie.....	18
2.3.9	ECS.....	18
2.4	Mode d'exécution des travaux .....	18
2.5	Accès de la zone de la prestation.....	19
2.6	Co-activité.....	19
2.7	Connaissance des lieux.....	19
2.8	Documents graphiques joints au dossier de consultation.....	19
2.9	Calendrier prévisionnel des prestations.....	19
2.10	Garanties et réception des travaux.....	19
2.11	Règlementation générale et spécifications applicables.....	20
	Rappel de la réglementation .....	20
	ANNEXES.....	21

## 1. CLAUSES ADMINISTRATIVES

Le cahier des clauses administratives générales Travaux C.C.A.G. TVX issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux. Modifié par arrêté du 29 décembre 2022 modifiant les cahiers des clauses administratives générales des marchés publics.

### 1.1 Objet du marché et dispositions générales

#### 1.1.1 Objet du marché

##### 1.1.1.1 Présentation sommaire :

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (C.C.P) concernent :

La mise en œuvre des travaux de rénovation de toiture et de charpente de la villa 118 du camp St Jean (RSMA de la Guyane) (annexe I du présent CCP). Ces travaux comprennent la rénovation de la couverture et de la charpente, ainsi que d'autres éléments liés (gouttières, descentes, installations électriques, etc).

L'objectif principal est de rénover l'ouvrage tout en respectant les exigences réglementaires et environnementales propres à la région tropicale, et de mettre en place une sur-toiture visant à augmenter la performance énergétique de la villa 118. Les travaux se feront en site occupé.

##### 1.1.1.2 Localisation :

GUYANE (973) – Saint-Laurent du Maroni – Camp St Jean 97 320 Saint-Laurent du Maroni

##### 1.1.1.3 Identification des intervenants

Maîtrise d'ouvrage bénéficiaire de l'opération :

**Direction générale des outre-mer  
Régiment du service militaire adapté  
Camp St Jean  
97393 Saint-Laurent-du-Maroni**

Conduite d'opération :

La fonction de conducteur de l'opération est assurée par :

**Direction des Travaux et Infrastructure  
Régiment du service militaire adapté  
Camp St Jean  
97393 Saint-Laurent-du-Maroni**

La conduite d'opération est représentée par :

- Lieutenant MONCHAUSSE Christian : 05.94.34.45.08 / [christian.monchause@guyane-sma.fr](mailto:christian.monchause@guyane-sma.fr)
- Capitaine MALAISE Fabrice : 05.94.34.45.07 / [fabrice.malaise@guyane-sma.fr](mailto:fabrice.malaise@guyane-sma.fr)

Prévention :

Dans les 2 (deux) jours après la notification du marché, une visite d'inspection sera effectuée. Il sera établi les documents de prévention (plan de prévention et protocole de sécurité) signés conjointement par le titulaire et le chargé de prévention du site.

Nota : aucun accès au site n'est possible tant que le plan de prévention n'est pas signé par toutes les parties.

### **1.1.2 Décomposition en tranches, lots et en sections techniques**

Sans objet.

### **1.1.3 Contraintes relatives au lieu d'exécution**

#### **1.1.3.1 Consignes de l'établissement**

Le site est le Camp St Jean du régiment de service militaire adapté (RSMA) de Guyane. La réalisation des prestations devra respecter le règlement intérieur du quartier.

#### **1.1.3.2 Accès au lieu d'exécution**

##### **A) Contrôle nominatif**

Une liste nominative du personnel participant à la réalisation des prestations sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le représentant de l'acheteur. Cette liste doit comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers en cours de validité. Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre. Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative pendant la durée de réalisation des prestations.

##### **B) Contrôle des accès**

Le titulaire devra fournir au préalable la liste des véhicules (avec photocopie des cartes grises, assurances et contrôles techniques à jour) susceptibles d'être utilisés dans le cadre du présent marché. Tous le personnel des entreprises devra être muni d'un laissez-passer (remis par le poste de sécurité en échange de la copie de la carte d'identité ou de la copie du titre de travail pour les ouvriers étrangers). Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer seront perçus et restitués chaque jour.

### **1.1.4 Insertion par l'activité économique et l'emploi**

L'Etat s'est engagé dans une politique d'insertion des personnes par le travail. C'est pourquoi, conformément à l'article R.2113-8, et aux articles L.2113-15 et L.2113-16 du code de la commande publique (CCP), la présente consultation comporte des clauses visant à lutter contre le chômage et à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion. Dans ce cadre, l'entreprise attributaire devra, dans le cadre de l'exécution de sa prestation, procéder au recours de stagiaires en parcours d'insertion professionnelle, en vue de leur permettre d'intégrer le monde du travail.

L'action d'insertion représentera un minimum d'heures.

#### **1.1.4.1 Les publics visés**

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès au travail de personnes, éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières dont l'éligibilité de la candidature a été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses d'insertion.

Sont notamment concernés, les demandeurs d'emploi de longue durée, les allocataires du revenu de solidarité active demandeurs d'emploi, les allocataires de minima sociaux, les personnes reconnues travailleurs handicapés par la MDPH, les jeunes sortis sans qualification à l'issue de leur scolarité ou sans expérience professionnelle, les personnes relevant d'un dispositif de l'insertion par l'activité économique.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé d'un travailleur social, de pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi, des missions locales ou de CAP emploi bénéficier de cette clause. Les volontaires en formation au RSMA Gy sont considérés comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

#### **1.1.4.2 Modalité de mise en œuvre**

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies :

**1re modalité** : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une entreprise d'insertion.

## **2e modalité** : la mise à disposition de salariés :

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ou d'une entreprise de travail temporaire dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251.7 du Code du Travail) ;
- d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ;
- d'une association ;
- du RSMA de la Guyane.

## **3e modalité** : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché.

### **1.1.4.3** Contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le prestataire s'est engagé.

A cet effet, le prestataire fournira au maître d'ouvrage, dans le mois suivant le démarrage de l'action d'insertion, tous les renseignements relatifs à sa mise en œuvre. Le défaut d'information entraîne l'application d'une pénalité conformément au l'article 1.4.3.3 du présent CCP.

Pour le cas où le prestataire rencontrerait des difficultés pour assurer son engagement, il en informera le maître d'ouvrage sous huitaine, par courrier recommandé avec accusé de réception.

Dans ce cas, le maître d'ouvrage étudiera avec le prestataire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs fixés.

A l'issue des travaux, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche des personnes en insertion formées sur le chantier.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

### **1.1.5** **Dispositions générales**

L'ensemble de la prestation sera rémunéré à prix global et forfaitaire pour chacun des bâtiments (primes CEE déduites).

L'ensemble des prestations sont décrites aux points 2.3 et 2.4 du présent cahier des clauses particulières.

#### **1.1.5.1** Représentation du titulaire ou du groupement

Les modalités de représentation du titulaire ou du groupement seront conformes aux articles 3.5 du CCAG Travaux.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire des autres membres.

#### **1.1.5.2** Forme de notifications des documents et informations

Conformément à l'article 3.1 du CCAG Travaux, la notification des documents ou informations qui font courir un délai sera réalisée par échanges dématérialisés avec accusé réception (messagerie électronique).

Toutes les autres notifications de documents et informations (ne faisant pas courir de délai) émanant du représentant du pouvoir adjudicateur ou de la conduite d'opérations (notamment les ordres de service) seront également transmises au titulaire par échanges dématérialisés.

Le titulaire retenu du présent marché sera tenu de fournir dès la notification:

- une adresse électronique accessible en permanence par la personne désignée dans l'acte d'engagement et signataire du marché, agissant pour le compte du titulaire ;
- éventuellement une autre adresse électronique accessible en permanence par la personne désignée par l'entreprise et responsable du suivi des travaux, objet du présent marché.

Les modalités détaillées relatives aux formes à adopter pour les correspondances dématérialisées (règles de message, etc...) seront arrêtées par la conduite d'opération au plus tard lors de la période de préparation.

Le titulaire du marché sera tenu d'accuser réception de chaque mail dans les vingt-quatre heures (si jour ouvrable) de la réception. L'accusé de réception des mails parvenus la veille d'un jour chômé, férié sera réalisé lors du premier jour ouvrable suivant.

Important : l'accusé de réception mentionné précédemment ne vaut pas retour de l'ordre de service sans réserves : le titulaire disposera de quinze jours calendaires à compter de la notification pour faire parvenir les éventuelles réserves à l'ordre de service concerné sous forme dématérialisée (messagerie électronique).

Les dispositions relatives aux échanges dématérialisés pourront être modifiées ou complétées par ordre de service ou par décision du représentant du pouvoir adjudicateur.

## **1.2 Pièces constitutives du marché**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, l'ordre de priorité des pièces constitutives du marché est le suivant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le présent cahier des clauses particulières administratives et techniques (CCP)
- Le planning d'exécution des travaux (annexe CCP)
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) signée ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG Travaux) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché ;
- Le règlement à la consultation.

Aucun des documents cités supra ne devra être modifié.

## **1.3 Prix – contenu des prix – règlement des comptes**

### **1.3.1 Financement par Certificats d'Economie d'Energie (CEE)**

#### **1.3.1.1 Eligibilité aux CEE**

Le projet est éligible au dispositif des certificats d'économie d'énergie conformément à la réglementation en vigueur. Le prestataire s'engage à respecter toutes les conditions nécessaires pour l'obtention des CEE.

#### **1.3.1.2 Montant de la prime**

Le prestataire fournira une estimation du montant de la prime lors de la soumission de l'offre.

#### **1.3.1.3 Processus de demande et d'obtention des CEE**

Le prestataire est responsable de la constitution et de la soumission du dossier de demande de CEE auprès des autorités compétentes. Ce dossier devra inclure toutes les pièces justificatives requises, notamment :

- les attestations de conformité des travaux.
- tout autre document exigé par la réglementation applicable.

#### **1.3.1.4 Versement de la prime**

Le versement de la prime de certificats d'économie d'énergie interviendra après validation du dossier par les autorités compétentes et délivrance des CEE. La prime sera versée directement au prestataire, selon les modalités convenues dans le marché.

#### **1.3.1.5 Utilisation de la prime**

La prime de certificats d'économie d'énergie sera utilisée pour financer tout ou partie des travaux de sur-toiture. Les modalités précises de l'utilisation de la prime auront pour objectif de maximiser les avantages économiques pour l'acheteur public.

#### **1.3.1.6 Obligation du prestataire**

Le prestataire s'engage à :

- assurer la conformité des travaux avec les exigences techniques et réglementaires pour l'obtention des CEE.
- fournir toutes les informations et documents nécessaires pour le suivi et le contrôle des travaux.
- collaborer avec l'acheteur public pour optimiser les économies d'énergie et maximiser les primes de CEE.

#### 1.3.1.7 Responsabilité

Le prestataire est responsable de l'exactitude des informations fournies pour la demande de CEE et de la réalisation des travaux conformément aux normes et réglementations en vigueur. En cas de non-obtention des CEE en raison d'une faute ou d'une négligence du prestataire, ce dernier sera tenu responsable des pertes financières correspondantes.

#### 1.3.1.8 Résiliation

En cas de non-respect des obligations relatives aux CEE par le prestataire, l'acheteur public se réserve le droit de résilier le contrat, après mise en demeure restée sans effet pendant un délai de trente (30) jours.

### **1.3.2 Prix**

Les prix sont fermes.

#### 1.3.2.1 Montant du marché

Les prestations seront rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire.

#### 1.3.2.2 Contenu du prix

Le marché étant conclu « toutes taxes comprises », fourni et posé, les montants des factures seront calculés avec les prix du marché comprenant l'ensemble des charges fiscales, dont l'octroi de mer. Les prix sont réputés comprendre :

- la complexité de l'opération ;
- toutes les conditions pouvant, de quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution des prestations ;
- le temps passé sur site, en réunion et les déplacements ;
- les frais d'établissement et de diffusion des documents ;
- les frais de conservation des documents pendant les délais réglementaires ;
- tous les frais d'assurances permettant au titulaire de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage, du RPA et des tiers victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de ses prestations ;
- les dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, dès la notification du marché ;
- les dépenses liées à l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs personnels de se conformer aux consignes et règlements édictés par le chef de corps ou d'établissement, relatifs à la sécurité intérieure du bâtiment dans lequel les travaux sont exécutés ;
- les frais découlant des restrictions d'accès au site.

#### 1.3.2.3 Montant sous-traité désigné au marché

En cas de sous-traitance, le DC4 indiquera la nature et le montant des prestations que le titulaire envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement. Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans le(s) DC4 constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Conformément à l'article L.2193-3 du Code de la Commande Publique, la sous-traitance totale est interdite.

### **1.3.3 Avance**

En application de l'article R.2191-2 du Code de la Commande Publique, une avance est accordée, en une seule fois, au titulaire si le montant du bon de commande de la part forfaitaire est supérieur à 50 000 € HT et son délai d'exécution supérieur à 2 mois, sauf en cas de refus par celui-ci dans l'acte d'engagement.

L'avance sera de 30 %.

Le titulaire indiquera dans l'acte d'engagement s'il refuse ou accepte ladite avance.



Les sous-traitants éventuels du titulaire peuvent également percevoir une telle avance, sur leur demande, lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés dépasse 50 000 € HT.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65% du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

Si le marché est passé avec des titulaires groupés, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant du prix de base des prestations de chaque cotraitant.

#### **1.3.4 Règlement**

La périodicité de règlement sera par facturation mensuelle en fonction du pourcentage d'avancement des prestations. Ce pourcentage devra être validé par le conducteur d'opération. Il servira de base de calcul du montant de l'état d'acompte.

##### **1.3.4.1 Modalité de facturation**

- les factures transmises devront porter obligatoirement les mentions suivantes :
- les numéros de marché et d'engagement juridique de la commande ;
- la date de facture ;
- le numéro d'identification unique de la facture, la raison sociale et adresse ;
- le SIRET ou à défaut SIREN ;
- le montant ;
- les coordonnées bancaires ;
- l'adresse de réalisation des prestations facturées ;
- la période de réalisation des prestations facturées.

##### **1.3.4.2 Modalités de transmission des pièces de paiement**

Les factures sont transmises par voie dématérialisée, après inscription sur le portail « CHORUS PRO » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

##### **1.3.4.3 Modalités de paiement**

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.219231 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

#### **1.4 Délais et pénalités**

##### **1.4.1 Notification des délais**

Le marché sera mis en consultation durant les semaines 47 et 48, pour une notification en semaine 50 de 2024. La date prévisionnelle de début des travaux est fixée à la semaine 3 de 2025.

Les dates exactes de début et de fin des travaux seront fixées par OS.

##### **1.4.2 Date limite de début des travaux et durée du marché**

**Les travaux sont prévus de durée 2 mois et devront respecter à minima l'échéancier en annexe du CCP du présent marché. La durée du marché est de 4 mois**

##### **1.4.3 Pénalités**

###### **1.4.3.1 Pénalités de retard dans la réalisation des prestations, de retard de transmission de documents et d'absence à une réunion**

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées. Le défaut de retard dans la réalisation des prestations, de transmission de documents ou d'absence à une réunion entraînera l'application d'une pénalité égale à cent cinquante (150) euros par jour calendaire de retard ou par jour d'absence. Les pénalités de retard de début des travaux seront égales à trois cent (300) euros par jour calendaire de retard.

#### 1.4.3.2 Pénalités pour sous-traitance non déclarée

Le titulaire encourt une pénalité de mille (1 000) euros pour sous-traitance constatée n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation de l'acheteur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision de l'acheteur notifiée par ordre de service sans mise en demeure préalable. L'application de cette pénalité ne vaut pas acceptation du sous-traitant.

#### 1.4.3.3 Non-respect de l'obligation d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, celui-ci subira une pénalité égale à 60 € par heure d'insertion non réalisée. En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, le titulaire subira une pénalité égale à 100 € par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

#### 1.4.3.4 Lutte contre le travail dissimulé

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé de réception de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités à ce titre est fixé à 10% du montant HT du marché, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

### **1.5 Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits**

#### **1.5.1 Provenance des matériaux et produits**

Le devis précise la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales contractuelles du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

#### **1.5.2 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves de matériaux et produits**

##### 1.5.2.1 Compléments et dérogations

Des échanges formalisés définissent les compléments à apporter aux dispositions du CCAG travaux et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

##### 1.5.2.2 Vérification ou surveillance en usine, magasin et atelier

La maîtrise d'œuvre se garde le droit de visiter les locaux de l'entreprise permettant de constater la présence d'une structure suffisante au présent marché.

##### 1.5.2.3 Décision du maître d'œuvre

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché. S'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le maître de l'ouvrage

### **1.6 Exécution des prestations**

#### **1.6.1 Sécurité et hygiène des chantiers**

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les mesures particulières ci-après, concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre par le titulaire.

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans l'arrêté du 19/05/2020, relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense et s'engage, pour ce qui le concerne, à s'y conformer. En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités auxquelles il doit se soumettre, le titulaire reconnaît devoir en informer le chef de l'organisme utilisateur et le chargé de prévention.

Le titulaire devra dans tous les cas se conformer impérativement au règlement intérieur du RSMA.

#### **1.6.2 Accident du travail**

L'entrepreneur s'engage à saisir immédiatement le représentant du maître de l'ouvrage et le chargé de prévention de tout accident survenant à l'un des salariés employés sur son chantier.

#### **1.6.3 Protection de l'environnement**

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

### **Gestion des déchets**

L'entreprise titulaire s'engage à :

- trier les déchets issus du chantier selon les normes locales ;
- évacuer les déchets vers des centres de traitement agréés ;
- limiter les nuisances environnementales pendant les travaux (poussière, bruit).

### **1.7 Assurances / garanties**

#### **1.7.1 Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du RPA et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

#### **1.7.2 Garanties**

Sans objet.

### **1.8 Admission**

L'admission ne peut intervenir qu'après remise complète des documents qui s'y rapportent.

Toute facture reçue avant achèvement de la totalité des prestations dues au titre de la partie considérée sera renvoyée à l'expéditeur pour un nouvel envoi en temps opportun. Aucun intérêt moratoire ne sera versé au titre de cette facture reçue précocement.

#### **1.8.1 Remise de documents**

Les documents présentés par le titulaire seront remis sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : pdf, ppt, doc, xls.

En complément, un exemplaire sur support papier relié peut être demandé.

#### **1.8.2 Délai d'admission des prestations**

L'approbation consiste en l'acceptation par le représentant de l'acheteur des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai d'un (1) mois.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le représentant de l'acheteur des documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

### **1.8.3 Réfaction**

Par dérogation à l'article 41.7 du CCAG Travaux la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivée se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve.

Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

## **1.9 Arrêt des prestations – résiliation**

### **1.9.1 Arrêt de l'exécution des prestations**

Le maître d'ouvrage peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit de son fait ou de celui de son mandataire dans les conditions prévues à l'article 50.2 CCAG Travaux, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 50.3 du CCAG Travaux, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 50.1

### **1.9.2 Résiliation**

#### **1.9.2.1 Résiliation pour motif d'intérêt général**

Conformément à l'article 49.1 du CCAG travaux, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA des prestations admises, un pourcentage fixé à 5 %.

#### **1.9.2.2 Résiliation pour faute du titulaire**

Conformément à l'article 50.3 du CCAG Travaux, l'acheteur peut résilier le marché pour faute dans les cas suivants :

- le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, ou à la protection de l'environnement, à la sécurité et à la santé des personnes, ou à la préservation du voisinage ;
- le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il n'a pas respecté les obligations relatives aux sous-traitants ;
- postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché s'avèrent inexacts.

## **1.10 Litiges**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer la personne publique française à des titulaires non français.

L'article 55 du code des tribunaux administratifs donne compétence au tribunal administratif du lieu où le contrat a été signé par l'autorité publique lorsque l'exécution du contrat s'étend au-delà du ressort d'un tribunal administratif.

Tout différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché doit être soumis à la partie adverse par le titulaire ou le directeur d'infrastructure de la défense du RSMA Gy sous pli recommandé avec accusé de réception.

La copie du jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est adressée immédiatement par le titulaire du marché à la personne publique. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché de prestations intellectuelles est prononcée, sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

## **1.11 Dérogations au CCAG TRAVAUX**

L'article 1.2 du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG/TVX.

L'article 1.4.3.1 du présent CCP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG/TVX.

L'article 1.8.3 du présent CCP déroge à l'article 41.7 du CCAG/TVX.

## **2 CLAUSES TECHNIQUE DU BESOIN**

### **2.1 Présentation générale**

Le présent marché concerne des travaux de rénovation de toiture et de charpente du bâtiment 118 situés sur le camp de St Jean du Régiment du Service Militaire Adapté de la Guyane. Ces travaux incluent l'isolation et la rénovation de la couverture et de la charpente, ainsi que d'autres éléments connexes (gouttières, descentes, Ballon ECS solaire, etc.). L'objectif principal est de rénover l'ouvrage tout en respectant les exigences réglementaires et environnementales spécifiques à la région tropicale.

Le bâtiment concerné présente une toiture vieillissante dont la couverture en tôles est percée à différents endroits. Certains éléments de la charpente en bois sont infectés par des nuisibles, montrent des signes d'affaissement. Des moisissures sont également présentes sur certaines parties de la structure, nécessitant un remplacement pour éviter des risques d'effondrement.

Le présent C.C.T.P. a pour objet de définir les prestations suivantes :

- la structure de la charpente en acier ou bois ;
- la sur-toiture :
  - isolation de la toiture type sarking ;
  - les couvertures en plaques ondulées, bacs acier ;
- les évacuations des eaux pluviales ;
- les ballons d'eau chaude ;
- récupérateur d'eau de pluie ;
- etc.

#### **2.1.1 Indications générales**

Tout ce qui n'est pas précisé dans le présent C.C.T.P. est soumis aux prescriptions des documents suivants :

- les avis techniques, les documents techniques unifiés et les normes en vigueur au moment de la réalisation des travaux ;
- les Cahiers des Prescriptions Techniques (C.P.T.) publiés dans les suppléments aux cahiers du C.S.T.B. ;
- les fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.).

#### **2.1.2 Dispositions environnementales**

Le présent accord-cadre s'inscrit dans une démarche environnementale qui prend en compte le développement durable dans les achats de l'Etat.

Aussi, les documents mis à disposition du représentant du pouvoir adjudicateur (R.P.A) se feront prioritairement par voie dématérialisée et / ou sur supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (label FSC, PEFC ou équivalent), sauf demande contraire de l'administration.

Enfin, dans le cadre de la prise en compte du développement durable, le titulaire s'engage à limiter la consommation des ressources non renouvelables, à réduire la consommation électrique ainsi que les déchets et à recycler les produits en fin de vie.

#### **2.1.3 Remise des plans et documents**

Pièces à fournir par le titulaire pour l'exécution des travaux :

##### Pour les installations de charpente

- Les plans d'exécution.
- Les notices des matériels et matériaux employés.
- Les plans de détails des ouvrages.

##### Pour les couvertures

- Les plans d'exécution et de détail de couverture et de mise en œuvre des châssis.
- Notices techniques et documentations commerciales sur les matériels mis en œuvre et sur les ouvrages saillants (châssis, exutoires, conduits, etc.)
- Les détails d'exécution des relevés sur ouvrages en saillie de couverture.
- Les notes de calcul concernant les diamètres des chutes verticales et descentes EP avec leur débit.

#### Mise en forme des documents :

Les plans seront établis sous format informatique en respectant les recommandations ci-dessous.

Les formats acceptés sont :

- DGN ;
- DWG.

Les fichiers au format DXF ne sont pas acceptés.

Les dessins doivent être faits à l'échelle 1/50ème.

- Pour chaque nouvel équipement, les avis techniques et les notices techniques de tous les matériels et matériaux proposés devront être fournis.
- Les plans et la page de garde des documents assemblés recevront le cartouche type de l'opération.
- Les documents seront rédigés en langue française, les textes seront dactylographiés.
- Les pages des documents assemblés seront toutes numérotées.
- La page de garde de ces documents sera protégée par un plastique rigide transparent, la reliure sera robuste.
- Les documents et plans conformes à exécution du dossier des ouvrages exécutés (DOE) seront remis en trois (3) exemplaires sur support papier et, en 1 exemplaire sur support informatique.

## **2.2 Descriptif des ouvrages – consistance des travaux**

Les travaux à réaliser visent à reprendre la toiture et la charpente en respectant les réglementations et normes techniques applicables dans le cadre d'une réhabilitation en milieu tropical et à envisager une isolation thermique avec un financement par Primes de Certificats d'Economie d'Energie.

Les principales normes à respecter incluent :

- **Réglementation Thermique, Acoustique et Ventilation DOM (RTA-DOM) ;**
- **NF C 15-100** (norme des installations électriques) ;
- **DTU 40-35** (couverture métallique en climat tropical) ;
- **Plan Local d'Urbanisme (PLU)** de la commune concernée ;
- Etc.

**Les travaux comprennent les opérations nécessaires à la bonne exécution et remise des ouvrages dont notamment :**

- la main d'œuvre administrative et technique nécessaire à la totalité de l'exécution des travaux ;
- les visites et relevés préalables sur sites pour l'établissement des devis ;
- les demande de déclaration préalable auprès de la mairie, si celle-ci est requise pour les travaux envisagés ;
- les études nécessaires avant travaux ;
- la préparation, l'installation et le repliement de chantier (protection du chantier, mise en œuvre de toutes les mesures nécessaires pour le travail en hauteur, signalisation, raccordement eau électricité, matériel nécessaire à l'exécution des prestations, protection de toutes les parties susceptibles d'être abîmées, remise en état des abords extérieurs, voiries et espaces verts, bâtiment...) ;
- la mise en sécurité de la zone de travaux : l'entrepreneur devra mettre en oeuvre tous les dispositifs de protection permettant le maintien de l'activité dans ou à proximité des zones de travaux. Il aura également à

charge tous les dispositifs nécessaires pour assurer la sécurité de son personnel, ainsi que la sécurité du personnel du ministère lors des travaux avec co-activité. En aucun cas le chantier ne devra être interrompu pour défaut de dispositif de sécurité ;

- protection de l'ouvrage pendant la dépose ;
- dépose de la couverture existante et des supports endommagés de la charpente ;
- remplacement partiel ou complet de la charpente selon l'état des éléments ;
- fourniture et pose d'une sur-toiture isolée ;
- installation de gouttières et descentes nouvelles pour l'évacuation des eaux pluviales ;
- fourniture et pose d'un récupérateur d'eau ;
- fourniture et pose d'un ballon d'eau chaude individuel ;
- le transport à pied d'œuvre, les manutentions, les montages, les coltinages à tous les niveaux ;
- la manutention du matériel et de l'outillage nécessaire à l'exécution des ouvrages,
- le maintien dans un état propre du chantier en permanence : en cours de chantier, les gravats, produits déposés, emballages, etc seront évacués immédiatement ou stockés dans une benne prévue à cet effet, puis évacués hors du camp dans une décharge autorisée et classée pour recevoir ces produits. Les dispositions seront également prises pour empêcher tout éparpillement dû au vent ;
- le nettoyage du chantier ;
- en cas de modification sur un ouvrage existant, l'entrepreneur devra transmettre la mise à jour de l'ensemble des plans remaniés partiellement, à partir de plans transmis sur support informatique par le maître d'œuvre; sur support papier dans tous les autres cas;
- la remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE).

Toutes ces prestations sont incluses dans les prix unitaires du bordereau.

**Les travaux seront exécutés dans le respect des règles de l'art, en conformité avec les normes et réglementations en vigueur. L'entreprise devra veiller à appliquer toutes les prescriptions techniques, juridiques et sécuritaires imposées par la législation en cours, ainsi que suivre les recommandations des organismes de contrôle compétents.**

## **2.3 Provenance, qualité et préparation des matériaux**

### **2.3.1 Caractéristiques générales des produits**

Avant le début des travaux, l'entrepreneur fournira les fiches techniques et environnementales d'informations relatives aux produits à mettre en œuvre. Les produits utilisés devront être compatibles avec les travaux de couverture, d'étanchéité et dispositifs d'évacuation des eaux.

### **2.3.2 Caractéristiques générales des éléments employés pour les couvertures**

#### Aspect

De manière générale, le titulaire veillera à assurer au mieux l'homogénéité des surfaces et éviter le nuancage des éléments, quelle que soit la quantité d'éléments commandés.

Dans tous les cas, les éléments accessoires spéciaux auront les mêmes caractéristiques que les éléments utilisés en partie courante, et la même teinte.

#### Défaut d'aspect

Les éléments ne devront pas présenter de défauts tels que grains de chaux et de pyrite, défaut d'ébarbage, bavure, cloquage, éclat, défaut d'usinage, manque de planéité ou déformation.

Ils ne devront présenter aucune fêlure visible ou décelable.

#### Caractéristiques physiques et mécaniques

Les éléments ne seront pas gélifs. Ils devront avoir des valeurs d'imperméabilité conformes à la norme et assurer l'étanchéité de la couverture.

#### Pose

Les éléments seront posés en tenant compte des recouvrements précisés au D.T.U, recouvrements déterminés par la pente et les longueurs de rampants.



### **2.3.3 Livraison sur chantier**

Les produits de marque seront livrés sur le chantier dans leur conditionnement d'origine avec toutes les garanties nécessaires.

Des prélèvements pourront être effectués par l'administration afin de vérifier que le produit livré correspond à celui qui a été retenu.

### **2.3.4 Couvertures et charpentes**

Le remplacement ou révision de la charpente en bois ou métallique sera effectuée en respectant les spécifications suivantes :

- utilisation de bois locaux de Guyane, respectant les classes d'usage selon les normes applicables (bois de classe D40 ou D50 pour la résistance) ;
- utilisation de métal aluminium ou galvanisé ;
- traitement anti-termite obligatoire pour l'ensemble des éléments en bois ;
- les planches de rives et d'égout seront réalisées en bois de classe 4, spécialement adaptées aux conditions d'humidité et de chaleur tropicales ;
- la pose des éléments de charpente en bois respectera les prescriptions du DTU (Document Technique Unifié) correspondant ;
- toutes les charpentes métalliques employées seront réalisées en acier galvanisé ; format panne type-Z d'épaisseur 1,5mm. Les éléments de charpentes réalisés représenteront une surélévation globale de 120mm.

Les fixations des éléments de charpentes pour les complexes de sur-toitures seront fixées directement à la charpente d'origine à l'aide de visserie autoforeuse d'un diamètre de 6,3mm. Des chevêtres de renfort seront prévus aux emplacements d'éventuelles charges lourdes (ex : chauffe-eau solaire, groupe froid, hotte de ventilation...).

### **2.3.5 Isolation**

Une isolation sera mise en place dans le complexe de sur-toitures ; cette isolation aura les caractéristiques suivantes :

- isolation en laine minérale épaisseur 100mm, coefficient thermique  $R=2,5m^2.K/W$  ;
- l'isolant devra être revêtu d'un pare vapeur en aluminium pur.

### **2.3.6 Couvertures métalliques**

Les couvertures des sur-toitures se feront en plaques métalliques de type tôles ondulées ou bac acier (prélaquée RAL 6019). Elles seront réalisées en plaques d'acier d'épaisseur 63/100° conformes aux normes NF P 34-301 et DTU 40-35.

Les tôles seront fixées selon les recommandations du fabricant, avec les accessoires (faîtières, noues, rives, larmiers) inclus dans le marché.

Fermeture ventilante en pignon entre la maçonnerie et la couverture pour assurer l'étanchéité tout en permettant une aération suffisante. Mise en place d'un filet anti intrusion pour nuisibles.

Le titulaire veillera à nettoyer les coupures des copeaux et de la limaille et à les protéger afin que la corrosion n'attaque pas les couvertures. La fixation des plaques de couvertures se fera exclusivement à l'aide de visserie tête aluminium pré-laquée (RAL 6019). La mise en place d'accessoires de finition (faîtières, rives, solins, capots...) sera en acier 63/100° (RAL à définir) ; la fixation de ces derniers se fera exclusivement à l'aide de visserie tête aluminium pré-laquée (RAL à définir).

### **2.3.7 Eaux pluviales**

Si nécessaire, les gouttières et descentes d'eaux pluviales seront remplacés. Les spécifications incluent :

- **gouttière en aluminium** : de section appropriée, à installer aux extrémités des toitures pour la récupération des eaux pluviales ;
- **descentes EP en aluminium**, diamètre 200 mm, posées en aérien et raccordées au collecteur d'eaux pluviales souterrain.

La récupération des eaux de pluies se fera à l'aide des gouttières et chenaux existants ou par la mise en place de gouttières neuves y compris descentes en aluminium, en cas de défaillance du système d'origine. La fourniture et la pose de naissances seront en aluminium avec intégration de crapaudines. Leur nombre et leurs implantations seront calculées en fonction de l'étude de la couverture et de la prise en compte des données de pluviométrie.

### 2.3.8 Crochets de service et ligne de vie

Le titulaire du marché devra installer des **crochets de service** ainsi qu'une **ligne de vie** sur le faîtage de la charpente, conformément aux exigences de sécurité pour l'entretien futur.

### 2.3.9 ECS

Fourniture et pose de deux ballons d'eau chaude solaire dimensionnés pour les logements.  
Les ballons d'eau chaude solaire doivent être conforme aux normes locales et européennes.

Le titulaire du marché devra prévoir :

- les capteurs solaires et les ballons individuels de stockage ;
- le réseau de charge jusqu'aux ballons y/c raccordement aux ballons avec purge d'air si nécessaire ;
- les accessoires sur ballons : limiteur de température et groupe de sécurité ;
- le raccordement électrique.

Les calculs d'exécution restent à la charge de l'entreprise sous le contrôle de la maîtrise d'œuvre :

- calcul débits probables définitifs ;
- calcul de sections de distributions EC ;
- pertes de charges hydrauliques ;
- caractéristiques définitives du matériel ;
- dimensionnement des supports et ancrages.

L'entreprise est tenue de vérifier tous les dimensionnements et toutes les valeurs présentées et devra signaler lors de la remise de son étude toute différence qu'elle aura pu observer par rapport aux valeurs issues de sa propre expérience et qu'elle devra justifier.

Températures de l'eau chaude sanitaire : la température conventionnelle de référence de l'eau chaude sanitaire est fixée à 50° C.

Capteurs solaires : Les paramètres relatifs aux capteurs solaires entrant dans le calcul sont ceux définis par la norme NF P 50-501.

Ballons solaires de stockage avec appoint électrique intégré : pour les calculs, il sera considéré une constante de refroidissement moyenne de 0,23 Wh/l.°C

Les diamètres des canalisations de distribution ne devront pas être inférieurs aux valeurs suivantes :

- acier galvanisé : DN 15 ;
- cuivre : DN 10 ;
- PVC pression : DN 10 ;
- PVC EU en collecteur : DN 50 ;

L'ensemble du système doit être adapté aux conditions climatiques tropicales de la GUYANE.

## 2.4 Mode d'exécution des travaux

L'entrepreneur devra mettre en œuvre toutes les protections et échafaudages nécessaires à l'exécution de ces travaux et à la sécurité du personnel pendant toute la durée de son intervention. L'entreprise devra également prévoir toutes les protections permettant d'éviter les risques d'infiltration d'eau pouvant détériorer les locaux.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que les travaux seront réalisés sur des bâtiments occupés par du personnel.

L'attention de l'entrepreneur est également attirée sur les précautions à prendre et les règles à respecter lors d'interventions sur les toitures fibrociment.

## 2.5 Accès de la zone de la prestation

L'accès à la zone de chantier est réglementé, les conditions spécifiques d'accès sont décrites au paragraphe 1.1.3.2 *Accès au lieu d'exécution*.

## 2.6 Co-activité

Un plan de prévention sera établi par le bureau prévention du RSMA pour prévenir des risques liés à la co-activité sur le site. Une inspection commune sera à réaliser avant le début des prestations.

## 2.7 Connaissance des lieux

Par le fait d'avoir remis son offre, l'entrepreneur est réputé :

- s'être rendu sur les lieux où doivent être réalisés les prestations détaillées au 1.1.2 du présent CCP ;
- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- avoir pris connaissance des possibilités d'accès et le cas échéant d'installations de chantier, de stockage de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais.

Il ne pourra donc arguer d'une ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

## 2.8 Documents graphiques joints au dossier de consultation

Le dossier de plans joints au DCE contient les feuillets suivants :

- Plan de masse actuel avec matérialisation de la zone prédéfinie ; Les plans sont donnés à titre indicatif.

## 2.9 Calendrier prévisionnel des prestations

Mois	Nov - Dec - 2024					2025						
Semaines	S45	S46	S47	S48	S50	S03	S04	S05	S06	S07	S08	S09
Consultation												
Notification												
Exécution prestations												

## 2.10 GARANTIES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

À l'issue des travaux, une **réception** sera effectuée en présence du maître d'œuvre et du titulaire du marché. Les points suivants seront vérifiés :

- conformité des travaux aux prescriptions du CCTP ;
- vérification de la qualité des matériaux et de leur mise en œuvre ;
- validation de l'état des lieux.

Le délai de **garantie décennale** s'appliquera aux travaux de gros œuvre et de charpente, conformément à la législation en vigueur.

## **2.11 Règlementation générale et spécifications applicables**

### ***Rappel de la réglementation***

#### **Réglementation générale**

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront répondre à toutes les clauses, conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui leur sont applicables, dont notamment tous les documents suivants, sans que cette énumération ne soit exhaustive :

- le Code civil ;
- le Code de la construction et de l'habitation ;
- le Code général des collectivités territoriales ;
- le Code des communes ;
- le Code de la santé publique ;
- le Code de l'environnement ;
- le Code de l'urbanisme ;
- le Code du travail ;
- tous les autres codes applicables ;
- le Règlement sanitaire national et/ou départemental ;
- la Réglementation sécurité incendie ;
- les textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier ;
- les textes concernant le respect de l'environnement pendant les prestations ;
- les textes concernant les conséquences sur l'environnement des prestations du présent marché ;
- etc.

## **ANNEXES**

- Plans de masse.
- Plans du bâtiment.



## PLAN BATIMENT 118

[illegible]

STATION: 276,26 m<sup>2</sup>